

Les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC) mènent actuellement une campagne contre les répressions policières. « STOP-répression » entend dénoncer les brutalités commises arbitrairement par la police en Belgique. Lorsque la menace vient directement de l'État, la société civile se doit de la dénoncer... la JOC entend ainsi attirer l'attention sur un phénomène méconnu du grand public mais pourtant vécu au quotidien dans les quartiers populaires. Intimidations, violences, arrestations arbitraires ... autant de vexations qu'il convient de dénoncer, d'autant plus qu'elles se passent sur notre territoire belge.

Jalil Bourhidane est permanent au sein de la JOC et animateur très actif de l'initiative « STOP-répression ». Cette campagne a démarré fin 2010, après la vague d'arrestations arbitraires menées lors de l'Euro-manifestation du 29 septembre. « Nos militants exprimaient pacifiquement leur désaccord avec les politiques libérales de l'Union européenne. Ils ont été arrêtés sans raisons valables, en désaccord total avec les libertés fondamentales des citoyens », nous indique-t-il. La JOC a très intelligemment voulu dépasser l'anecdotique et s'est ainsi lancée dans une consultation de sa base, pendant près de 18 mois. Dans les quartiers, les jeunes militants ont ainsi pu s'exprimer librement lors de diverses réunions publiques, et faire ainsi émerger un positionnement fort de la JOC. « Les conclusions sont accablantes. Les jeunes nous ont raconté des histoires bouleversantes d'interventions policières musclées à leur rencontre commises dans les quartiers populaires. C'est une véritable stigmatisation au quotidien qui détruit les jeunes et alimente ainsi un cercle vicieux de violence. En effet, les jeunes cherchent à se venger eux-mêmes de ces agissements arbitraires », raconte Jalil Bourhidane. Austérité et répression La période d'austérité que nous vivons ouvre la voie à davantage de tensions sociales. Ainsi, pour la JOC, nous allons au-devant de davantage de répression. Selon Jalil Bourhidane, « le constat est clair. Malgré la crise, le seul budget à augmenter considérablement est celui de la police, avec un surplus de 30 millions d'euros, alors que les soins de santé, par exemple, souffrent d'un sous-financement massif. Le Ministère de l'Intérieur veut donc calmer les tensions sociales grâce à un appareil répressif de plus en plus violent. Ainsi, de nombreuses armes non létales font leur apparition, comme les flash-balls et autres tasers. Elles sont censées remplacer l'usage des armes à feu. Mais au lieu de cela, elles sont utilisées dans des situations pour lesquelles ces dernières ne l'étaient pas. Il y a donc une volonté d'introduire des armes, là où il n'y en avait pas auparavant...de plus, ces « innovations » ne brillent pas pour leur précision et provoquent des blessures sérieuses». Nous faisons donc face à une dynamique ultra-sécuritaire qui consiste à réprimer avant de discuter. La surveillance par caméra-vidéo démontre également cette volonté d'avoir un œil sur tout ce qui se passe dans l'espace public et d'intervenir au moindre dérapage. Une autre illustration du durcissement de l'État belge nous est apportée avec la volonté de durcir les sanctions administratives communales (SAC). Alors que la volonté affichée est d'augmenter les

amendes (de 250 à 350 euros) et d'abaisser de 16 à 14 ans l'âge auquel les jeunes pourraient se les voir infliger, la JOC enregistre une augmentation drastique des SAC reçues par ses militants. « J'ai malheureusement quelques membres qui n'osent plus participer à nos actions publiques - pourtant totalement pacifiques et ludiques - de peur de se voir infliger une amende pour « manifestation non autorisée ». Il s'agit d'une véritable politique organisée visant à empêcher toute contestation de l'État ! », vitupère Jalil Bourhidane. Pour répondre à cela, la JOC s'organise. Elle organise une récolte de fonds afin de payer les frais liés à la contestation de ces sanctions. « Certaines personnes préfèrent s'acquitter directement du montant de l'amende, mais la JOC encourage à aller en appel systématiquement. Il s'agit avant tout de porter un message fort en faveur de la liberté d'expression ». Dernièrement, 300 manifestants avaient exprimé leur mécontentement en se rendant aux portes du [Banquet des riches](#). La moitié a écopé d'une SAC. Si le mouvement n'était pas annoncé et ne disposait donc pas d'une autorisation formelle, on peut se poser la question de la pertinence d'une telle répression, alors qu'il s'agissait d'une action militante, festive et surtout totalement inoffensive. Un Comité P à réformer Le comité P est un organe qui pourrait jouer un rôle majeur en faveur de davantage de surveillance des pratiques policières. Pourtant, moins de 20 % des plaintes qu'il reçoit pour violences font l'objet d'une enquête approfondie. Et Jalil Bourhidane, d'ajouter, plein d'espoir : « Il y a un manque de volonté clair de l'État de se regarder dans le miroir. Nous militons pour la création d'une nouvelle structure qui puisse traiter de ces affaires en toute impartialité, contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui. Pour cela, la société civile doit pouvoir en faire partie ». Avec la campagne « Stop-Répression », la JOC veut aussi amener les citoyens et nos représentants politiques à s'interroger sur la place laissée aux jeunes dans l'espace public. « Nous sentons qu'ils sont les véritables laissés pour compte de la crise. Ce sont vraiment eux qui payent les pots cassés », précise Jalil Bourhidane. Avec un travail de terrain de plus en plus présent, un nombre de militants en constante augmentation ainsi qu'une méthode alliant réflexion et action, la JOC entend redonner une juste place aux jeunes, à l'opposé des discours de certains représentants politiques tendant à n'en faire que des délinquants en puissance... Dans le cadre de la campagne, une relation étroite est menée par la JOC avec les sections jeunes de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) et de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB), ce qui permet une alliance qui transcende nos vieux piliers belges, et donne ainsi un caractère universel à la problématique. L'articulation internationale est également de mise. Des rencontres avec des sections de la JOC en Amérique latine ont été organisées, ce qui a permis de découvrir d'autres réalités de violences sociales et échanger sur les bonnes pratiques mises en place pour y résister pacifiquement. Cette mise en réseau est primordiale, car elle permet de tisser un large réservoir de militants et de citoyens interpellés par ce thème. Pour la Commission Justice et Paix Belgique francophone, qui œuvre notamment pour que les citoyens et défenseurs des

droits de l'Homme dans les pays du Sud puissent exprimer leur mécontentement sans être inquiétés par l'État, il importe que les répressions arbitraires commises par les forces policières en Belgique cessent également et puissent être punies à la hauteur des préjudices encourus. Il s'agit d'une véritable politique qu'il convient d'infléchir en faisant partager à nos parlementaires et ministres des situations vécues sur le terrain par les victimes de ces répressions. Cette nécessaire connexion est à opérer par le secteur associatif, jouant ainsi son rôle de courroie de transmission entre les différents acteurs de la société. Bien souvent, c'est par méconnaissance des quartiers populaires que des décisions politiques sont prises ou que des policiers commettent des violences. « Il est interpellant de voir - nous confie Jalil Bourhidane - que dans un quartier comme les Marolles à Bruxelles, le commissariat est entièrement barricadé et situé à l'écart de la population. Quand j'étais gamin, on pouvait encore prendre un verre avec un policier à la terrasse d'un café du quartier. Les temps ont malheureusement changé... ». Restaurer un véritable vivre ensemble... Voilà le défi qui nous attend afin de retrouver une paix sociale respectueuse de tout un chacun et ainsi, faire cesser la répression policière qui constitue une honte pour une société démocratique comme la nôtre. Plus de renseignements : -Campagne STOP-REPRESSION de la JOC : www.stop-repression.be - Suivre les actions de la JOC et militer : <http://www.joc.be/>
Santiago Fischer

Documents joints

[Stop aux répressions policières !](#)